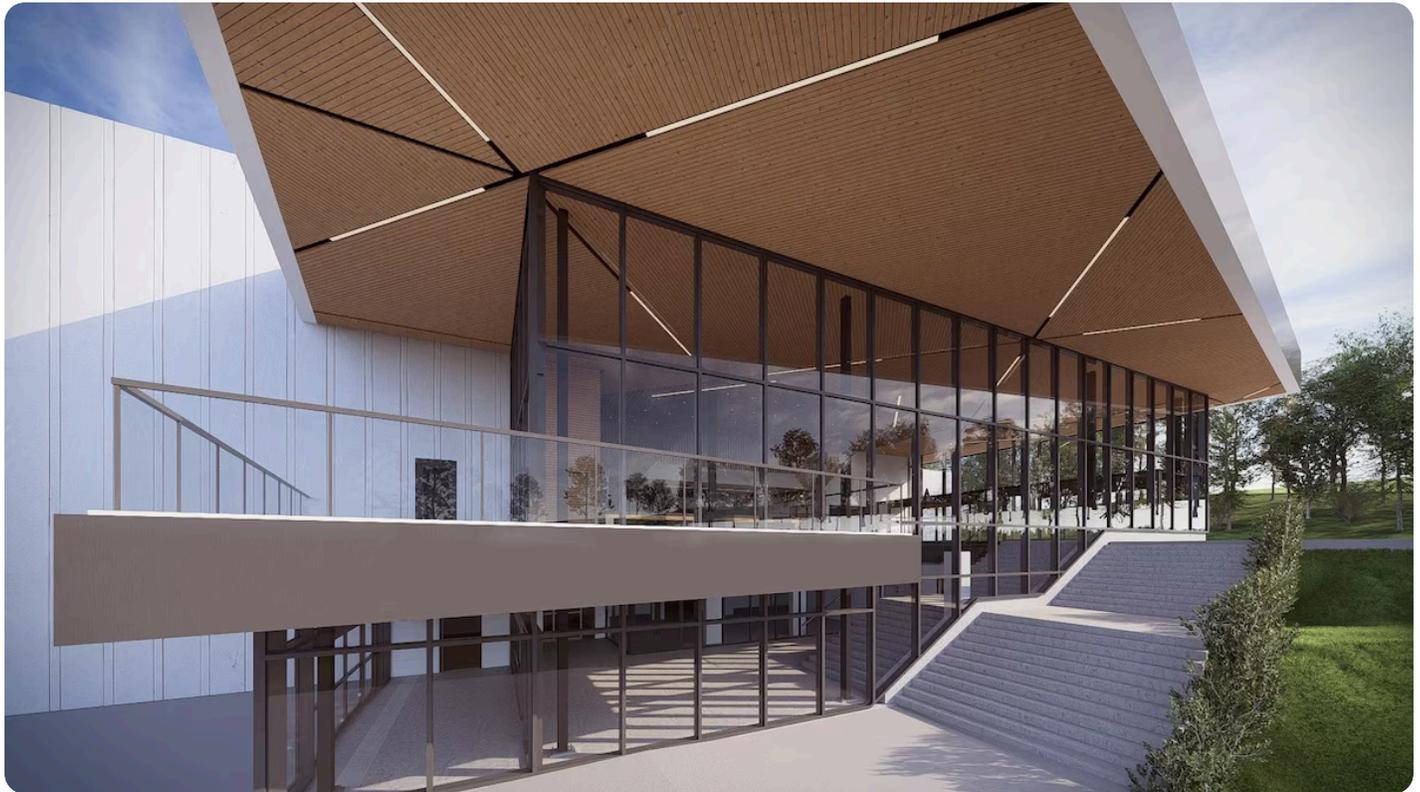


Revue de presse hebdomadaire

SEMAINE DU 14 AU 20 JUIN 2025

Info | Politique | Politique municipale | Estrie

Aréna Memphrémagog : Vincent Vallières ajoute sa voix



Le projet d'aréna à Magog continue de soulever les passions.

PHOTO : FOURNIE PAR ARÉNA MEMPHRÉMAGOG

Jeanne Trépanier

Mathieu Beaumont

Publié le 17 juin à 9 h 05 HAE

▶ Écouter l'article | 4 minutes



Le choix de l'OBNL Aréna Memphrémagog d'installer l'aréna à deux glaces sur le terrain de l'école secondaire de la Ruche est toujours contesté par un groupe de citoyens.

À nouveau lundi soir, plusieurs se sont présentés au conseil municipal pour poser des questions. C'est le cas de Vincent Vallières, un résident de Magog, qui cherche à avoir

des réponses.

« Dans le contexte de l'aréna, on n'a aucune donnée probante, aucune étude d'impact environnemental, aucune étude de circulation, aucune étude du sol, souligne-t-il au micro de *Par ici l'info*. Pourquoi la mairesse [Nathalie Pelletier] refuse de faire une consultation publique dans le projet d'aréna? C'est, pour moi, la question principale. »

Ce dernier réclame une consultation publique afin que la Ville puisse évaluer l'intérêt des résidents de Magog par rapport à un tel projet d'aréna.

« Pourquoi la mairesse refuse de faire une consultation publique, malgré les questions et les inquiétudes des citoyens, quand elle l'a fait la semaine d'avant pour un projet immobilier et qu'elle se targue de dire que les citoyens ont participé en grand nombre et qu'on y a appris plein de choses? »



Vincent Vallières a pris la parole au conseil municipal de Magog, lundi.

PHOTO : RADIO-CANADA / XAVIER GAGNON

Cette consultation publique concernait le projet d'immeuble à logements de la rue Milette qui, finalement, n'ira pas de l'avant.

« Pourquoi elle refuse de le faire dans le cas de l'aréna? Pour moi, c'est un mystère. »

— Vincent Vallières, résident de Magog

Nathalie Pelletier, toujours au micro de *Par ici l'info*, s'est engagée à rencontrer les citoyens de Magog pour éclaircir le dossier.

« Un retour à la population, ce n'est pas nécessairement sous forme de consultation, mais on est dû pour revenir à la population. Sous quelle forme? C'est à définir, mais on va revenir, c'est certain. »

Pour s'y retrouver :

- **Coût total du projet :** 43 M\$
- **Subventions gouvernementales :** 23,6 M\$ (15,4 M\$ du provincial, 9,1 M\$ du fédéral)
- **Contribution de la Ville de Magog :** 10 M\$
- **Contribution de la MRC de Memphrémagog :** 1,5 M\$
- **OBNL Aréna Memphrémagog :** reste du montant à déboursier

Et qu'en est-il de la subvention?

La Ville de Magog pourrait-elle construire son nouvel aréna à deux glaces ailleurs que sur le terrain de l'école de la Ruche, sans toutefois perdre son enveloppe de Québec?



Nathalie Pelletier est revenue sur ses paroles, la semaine dernière.

PHOTO : PHOTO FOURNIE

Si la mairesse de Magog Nathalie Pelletier disait craindre la perte des subventions en cas de changement des plans, elle a changé son discours la semaine dernière. Changer de site n'affecterait donc pas la subvention.

Ce volte-face a fait réagir Vincent Vallières.

« Ce projet est assis sur une semi-vérité, indique-t-il. On a dit que la subvention n'était pas transférable, que le projet pourrait exclusivement être fait sur le site de la Ruche, alors que le ministère de l'Éducation dit le contraire. Qui est imputable de cette information? »

La mairesse affirme toutefois que bien qu'il soit possible de travailler sur une demande de modification sans perdre la subvention, « ça demande une nouvelle analyse et ce n'est pas garanti qu'on va l'avoir quand même. Le risque est là au niveau de la modification. »

À lire aussi :

- Aréna de Magog : changer de site n'affecterait pas la subvention, corrige la mairesse
- À Magog, le projet d'aréna à deux glaces soulève les passions

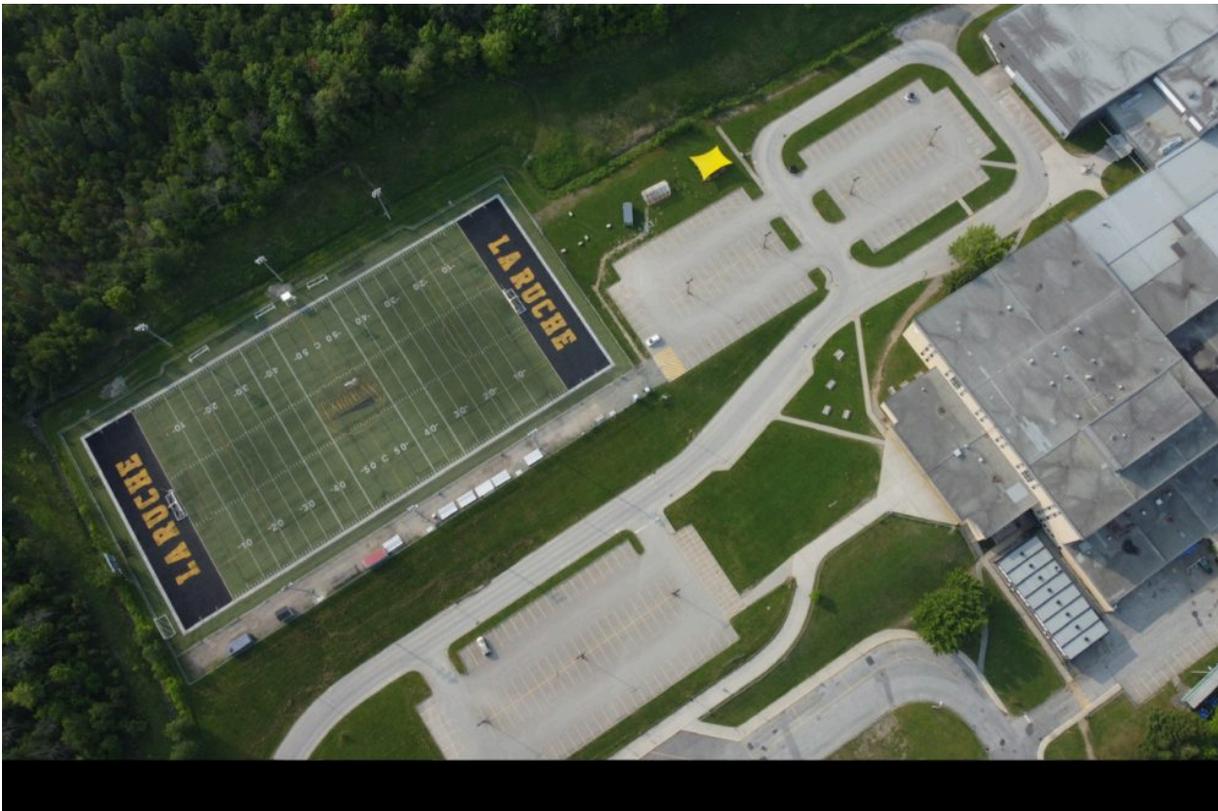


Jeanne Trépanier



Mathieu Beaumont

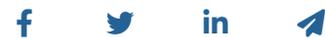
Aréna Memphrémagog: on réclame une consultation publique



Le dossier de l'Aréna Memphrémagog a de nouveau retenu l'attention à la séance publique du conseil municipal de Magog, lundi dernier (16 juin). (Photo gracieuseté - Daniel Robin)

PAR DANY JACQUES

17 juin 2025, 11 h



AFFAIRES MUNICIPALES. D'autres citoyens ont exprimé leurs inquiétudes au sujet de la construction de l'Aréna Memphrémagog sur le terrain synthétique de l'École secondaire de La Ruche. Ils réclament notamment une consultation publique en bonne et due forme afin d'obtenir davantage d'information sur des analyses qu'ils jugent manquantes.

Les opposants avaient sorti l'artillerie lourde lors de la période de questions du conseil municipal de Magog, lundi dernier (16 juin). Un professeur de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke (David Morin), un ancien conseiller municipal de Magog (Michel Bombardier) et le populaire chanteur Vincent Vallières ont partagé le micro, entre autres.

M. Morin considère importante la tenue d'une consultation en raison des enjeux majeurs impactant près de 2000 élèves et leur famille, les contribuables et les résidents du quartier entourant La Ruche. Selon lui, le terrain du parc de l'Est, là où est actuellement situé l'aréna de Magog, doit demeurer une option pour aménager une seconde glace.

« On doit tous en discuter avant de prendre une décision qui aura des impacts sur la vie scolaire pendant plusieurs années, a-t-il mentionné. Il nous manque des analyses et des garanties. On craint que la facture grimpe au-delà des 43 millions estimés. Faites des comparables sur les deux sites et on se ralliera sur les études les plus valables. »

M. Morin remet aussi en question l'organisme Aréna Memphrémagog, qui pilote ce dossier depuis quelques années. « Seulement 5% des arénas au Québec sont gérés par des OBNL, car c'est un modèle qui ne fonctionne pas, s'inquiète-t-il. Qui sera imputable s'il y a des problèmes et qu'on doit ajouter des fonds? »

Vincent Vallières était de retour devant le conseil municipal, deux semaines après une première apparition. Il comprend mal l'absence de consultation, surtout avec des analyses et des informations méconnues du public. « Pourquoi refuser de consulter?

Êtes-vous réellement à l'aise avec cette décision? », a-t-il demandé devant les élus magogois.

La mairesse Nathalie Pelletier hésite avant de promettre une consultation publique. Elle répète qu'il manque des éléments de réponse sur certaines questions avant de les présenter à la population. Elle ajoute que la Ville de Magog n'est pas le chef d'orchestre de ce dossier. « La décision de sonder la population ou pas revient à l'organisme Aréna Memphrémagog et au Centre de services scolaire des Sommets », détaille-t-elle.

Mme Pelletier assure que tous les acteurs de ce projet, ainsi que les élus magogois, surveillent attentivement l'évolution de ce dossier afin que tous les Magogois en sortent gagnants. « On croit néanmoins que le site de La Ruche demeure un meilleur choix qu'au parc de l'Est », précise-t-elle.

La mairesse hésite à promettre une consultation, car une démarche semblable a été faite en 2022.

« Je comprends les besoins des gens d'être informés, mais je n'ai pas la légitimité ni toutes les réponses, admet-elle. On se réunira bientôt avec Aréna Memphrémagog et on insistera pour livrer rapidement davantage d'information. »

UN FINANCEMENT INÉQUITABLE?

L'ancien élu magogois Michel Bombardier a remis en question le financement de ce projet actuellement estimé à 43 M\$. Ottawa et Québec paient plus des deux tiers de la facture, tandis que Magog contribue à 10 M\$.

« Pourquoi la MRC n'accorde que 1,5 M\$ et que le Centre de services scolaire ne donne que le terrain? se questionne M. Bombardier. C'est inéquitable pour les magogois. Les autres municipalités de la région, dont certains citoyens bénéficieront de ce complexe sportif, devraient contribuer davantage financièrement. »

Les conseillers Bertrand Bilodeau, Samuel Côté et Sébastien Bélaïr se sont ralliés aux propos de Michel Bombardier. « Il nous manque des informations avant de donner notre accord », a précisé M. Côté en favorisant le site de La Ruche.

« Je ne donnerai pas un chèque en blanc si ce n'est pas rentable pour les Magogois, ajoute M. Bélaïr. Les autres municipalités devraient peut-être payer plus pour que le projet se réalise. »

819 843-3500

53, rue Centre (bureau 300)
Magog, QC J1X 5B6

438 315-0960

25, rue Saint-Jacques
St-Jean-sur-Richelieu, QC J3B 2J6

Malgré une présentation du CSS des Sommets, la communauté de La Ruche toujours pas convaincue du projet d'aréna



GUILLAUME COTNOIR-LACROIX

Mercredi, 18 juin 2025 21:54



Mercredi, 18 juin 2025 21:54



Les doutes persistent au sein de la communauté de l'école secondaire La Ruche quant au projet de nouvel aréna sur le site de l'école. Malgré la présentation hier soir par le Centre de services scolaire des Sommets d'un plan de



réaménagement du campus, le conseil d'établissement refuse toujours de donner son aval au projet.

- **À lire aussi: Le CIUSSS de l'Estrie à la recherche d'une famille d'accueil pour deux enfants à besoins particuliers**
- **À lire aussi: Un Québécois arrêté après être entré illégalement aux États-Unis par la bibliothèque de Stanstead**

Publicité

Bien qu'on ait refusé à ce que la séance publique soit filmée, l'auteur de ces lignes a quand même pu y assister. D'entrée de jeu, le directeur du service des ressources matérielles du CSS, Maxime Ferland, a présenté une ligne du temps rappelant que les balbutiements du projet avaient eu lieu dès 2013. Il a aussi rappelé que quelques sites sur le campus de l'école avaient été étudiés par le passé pour y construire l'aréna, avant que le choix ne s'arrête finalement sur le terrain synthétique de l'école.

Deux employées d'Atelier Parcelle en architecture de paysage sont ensuite venues présenter pour la première fois aux membres du conseil d'établissement un plan de réaménagement du campus incluant le futur aréna, le déplacement d'infrastructures éducatives extérieures et de nombreux aménagements additionnels.

«Ce qui est proposé à La Ruche, mais aussi aux citoyens de Magog et de Memphrémagog, c'est vraiment un campus unifié qui va être verdoyant, polyvalent», a pensé Lisa Rodrigue, directrice générale du CSS des Sommets, qui a répondu à nos questions au lendemain de la rencontre.



CAPTURE D'ÉCRAN / LCN

Si plusieurs citoyens, parents et membres du conseil d'établissement qui assistaient à l'audience ont salué le plan de la firme d'architectes, plusieurs ont soulevé des doutes sur la faisabilité du projet avec le budget imparti, qui s'élevait aux dernières nouvelles à 43 M\$.

«C'est magnifique, je pense que ça a pu plaire à tout le monde, lance d'emblée la présidente du conseil d'établissement, Catherine Boire. La question demeure la même, c'est la faisabilité de la chose. Est-ce que ça répond à nos demandes de garanties? Pas pour le moment», a-t-elle toutefois poursuivi.

En plus de la vingtaine de membres du conseil d'établissement, un groupe d'une quinzaine de personnes composé de parents et de citoyens de Magog a aussi participé à l'audience.

«Je pense qu'ils ont présenté un plan intéressant de réaménagement du campus, mais on a du mal à y croire, a lancé l'un de ces participants, David Morin. On n'a eu aucun chiffre sur ce que ça pourrait coûter, toujours pas vraiment d'études d'impact, de réponses sur les questions de circulation», a-t-il estimé après la rencontre.



CAPTURE D'ÉCRAN / LCN

«Est-ce qu'on a été rassurants au complet, probablement pas, mais on va continuer à travailler dans ce sens-là pour pouvoir venir répondre à ces questions-là et diminuer les préoccupations», a indiqué Mme Rodrigue, mercredi matin.

Une élève de cinquième secondaire qui siège au conseil d'établissement s'est aussi inquiétée des impacts de la construction sur les élèves.

«Qu'est-ce que vous faites des équipes sportives? Les jeunes en santé globale, les équipes de football et de flag football? Comment les jeunes pendant la construction vont en profiter?» a demandé l'adolescente.



CAPTURE D'ÉCRAN / LCN

«C'est sûr que ça va être un choc. Notre but c'est de faire un phasage qui fonctionne pour tout le monde», a répondu Mme Rodrigue.

L'une des membres du conseil d'établissement a aussi dit avoir un «immense malaise» avec le concept proposé par le centre de services. «On a l'impression que le centre de services veut profiter du projet d'aréna pour faire ce qu'il aurait dû faire il y a des années», a-t-elle plaidé.

«Je peux comprendre si les gens disent: "On ne veut pas l'endosser". Je comprends. On est encore en train d'enrichir le dossier, c'est comme ça qu'il faut le voir», a plaidé Mme Rodrigue.

Publicité

À La Ruche ou au parc de l'Est?

Plusieurs des questions hier portaient aussi sur le choix du site de La Ruche plutôt que celui du parc de l'Est pour la construction du complexe deux glaces. Une pétition citoyenne en ligne vient d'ailleurs d'être lancée pour inciter la Ville à changer l'emplacement choisi. La mairesse de Magog Nathalie Pelletier insiste pour dire que le projet de La Ruche est le meilleur choix, sans toutefois pouvoir donner de budget précis.

«Ces idées de grandeur là, on doit les finaliser, on doit raffiner ces chiffres-là [avant de les présenter]», a soumis la mairesse, en entrevue mercredi après-midi.

Aréna Memphrémagog, la Ville et le CSS des Sommets comptent organiser cet été, possiblement en juillet, une rencontre d'informations citoyenne publique. La mairesse promet que le scénario de la Place de l'Est sera comparé à ce moment au scénario sur le site de La Ruche.

«On est conscients que les gens manquent d'informations. On est sincères, on veut revenir auprès de la population et l'on veut le meilleur projet pour la communauté», a-t-elle indiqué.



«On veut faire une démonstration aux gens des coûts actualisés au parc de l'Est. Actuellement, ce qu'on entend, c'est "faites-le au parc de l'Est, ça ne coûtera pas cher" et ce n'est pas le cas», a dit Nathalie Pelletier, mairesse de Magog.

Mardi, des parents et des membres du personnel de l'école ont dit avoir perdu confiance en l'OBNL Aréna Memphrémagog qui gère le projet. Le directeur général Nyk Beaulieu et le président du conseil d'administration Patrick Touzin ont l'intention de répondre aux critiques dans les prochains jours, mais n'ont pu se rendre disponibles pour une entrevue aujourd'hui.

Au téléphone, ils se sont toutefois dits déçus de la tournure que prend le débat depuis quelques semaines.

publicité



Plan climat
MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS
De culture innovante

Sondage en ligne
Nous avons besoin de votre voix pour bâtir un Plan climat à l'image de notre territoire

Les changements climatiques transforment notre quotidien, et le Val-Saint-François n'échappe pas à cette réalité. Face à ces défis, la MRC souhaite passer à l'action — avec sa population.



18 juin 2025

Val-Ouest

18 juin 2025

À la une

Jeunesse

«Écouter les jeunes : c'est ça, la communauté»

Sébastien Michon / Initiative de journalisme local

«Maintenant, c'est l'heure. L'heure de dire adieu à mon enfance. Car bientôt sera le début des changements de ce jeune bonhomme.»

Ces mots, ce sont ceux d'Andy. Il fait partie des 72 finissants et finissantes du **primaire** et du **secondaire** à Valcourt qui ont participé à l'initiative «Autoportraits du Grand Valcourt de demain».

Tout au long de l'année scolaire, ces jeunes ont eu l'opportunité de s'interroger sur trois questions : d'où je viens, où je suis et où je vais. Chacune de ces interrogations était liée à un cheminement artistique : création d'un slam poétique (rétrospection), dessin (introspection) ainsi qu'une séance de photos et **Atteindre le pied de page** al entors (projection).

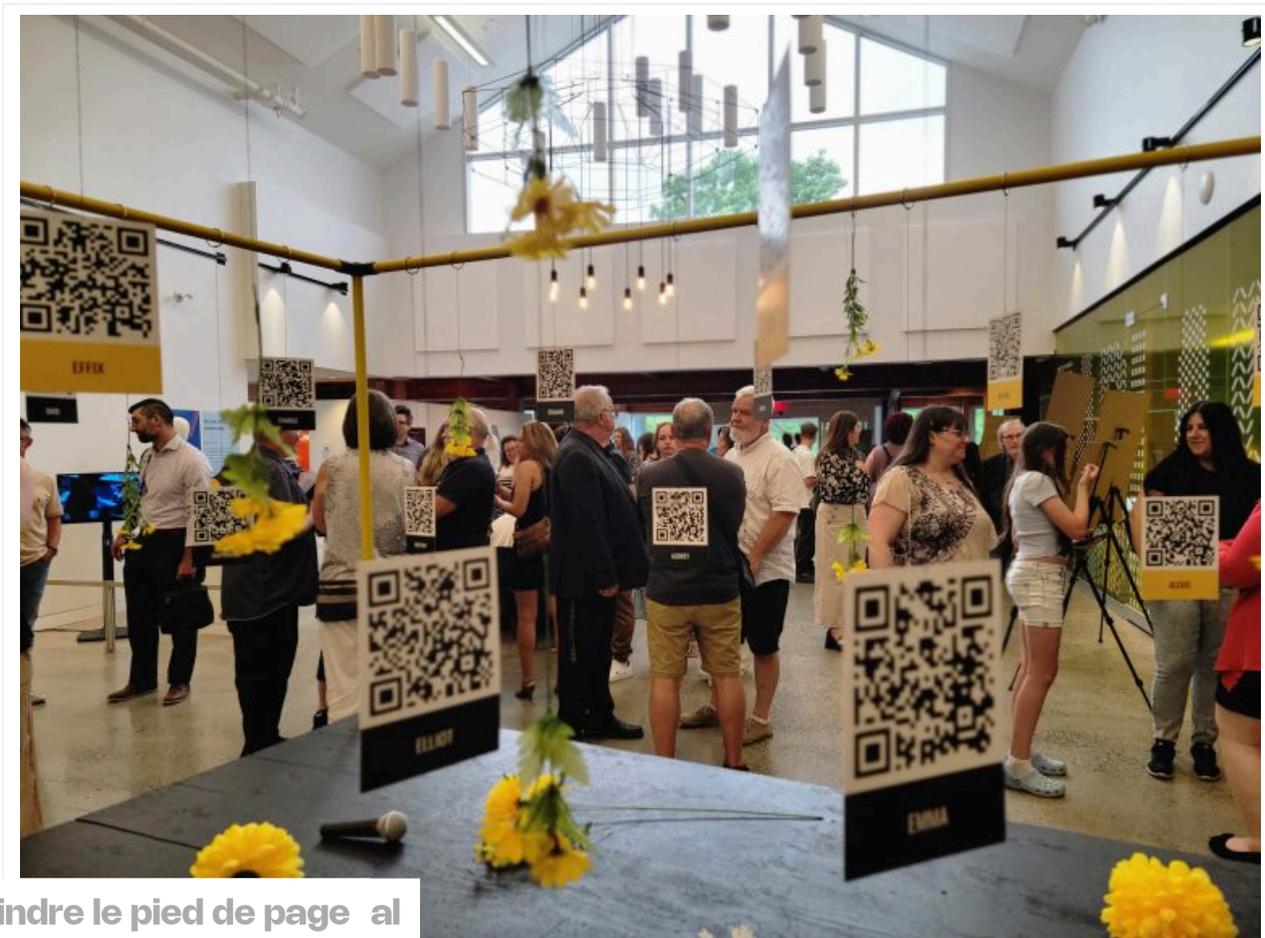
Donner la parole aux jeunes

«Ce sont de grandes questions pour des jeunes de cet âge. Parce qu'ils ne sont pas nécessairement rendus là, pour la plupart. Et en même temps, ça les fait rêver», confie l'initiatrice du projet, Virginie Dubois, agente de rapprochement interculturel à [Valcourt 2030](#).

Elle ajoute :

«C'est rare qu'on donne la parole aux jeunes. On ne les écoute pas souvent. Pour moi, ce projet, c'est ça, la communauté.»

Résultat de ce «voyage intérieur» de plusieurs mois : 72 slams, dessins et portraits. Que les jeunes ont présenté à la communauté lors d'une soirée qui a réuni 175 personnes le mardi 17 juin dernier au [Musée de l'ingéniosité](#) à Valcourt.



Atteindre le pied de page al

Lors du lancement, le public pouvait écouter les 72 *slams* sur leur téléphone par le biais de codes QR. (photo : Sébastien Michon – Le Val-Ouest)

«Ces jeunes nous ont fait un beau cadeau»

Virginie Dubois est emballée par ce que ces jeunes ont partagé.

«Ils nous ont fait un des plus beaux cadeaux : celui d'avoir accepté de lever le voile sur leur «moi». De fouiller dans leur enfance, leurs souvenirs et leurs racines. Ils ont sondé leur âme pour saisir l'essence qui les anime. Et ils sont allés à la rencontre de personnes aux profils et parcours inspirants. Tout en acceptant de se projeter dans l'avenir, en offrant à la caméra leur moi idéalisé. Ils et elles l'ont fait avec authenticité et une immense générosité. Ces jeunes, c'est le Grand Valcourt de demain. J'irai même jusqu'à dire qu'ils et elles sont le Québec de demain. »



Virginie Dubois, agente de rapprochement culturel à Valcourt 2030, a initié ce projet «Autoportraits du Grand Valcourt de demain» qui a mobilisé la communauté.

(photo : Sébastien Michon – Le Val-Ouest)

Pourquoi se concentrer particulièrement sur les finissants et finissantes du primaire et du secondaire?

«Nous tenions à faire ce projet avec des élèves de 6e année et de secondaire 5 parce qu'ils vivent une transition, un passage, un tremplin. On change d'école et on perd un peu ses repères. Il y a comme un espèce de grand vertige et de saut dans le vide. Souvent, c'est un moment idéal pour se recentrer, se recueillir et plonger en soi pour s'aligner. Nous leur offrons la

Atteindre le pied de page al

possibilité de faire cet exercice-là en-dehors de tout ce qui étourdit : les téléphones, les tablettes, le virtuel, etc. Ça leur demandait un temps de réflexion et de maturation pour plonger en eux.»

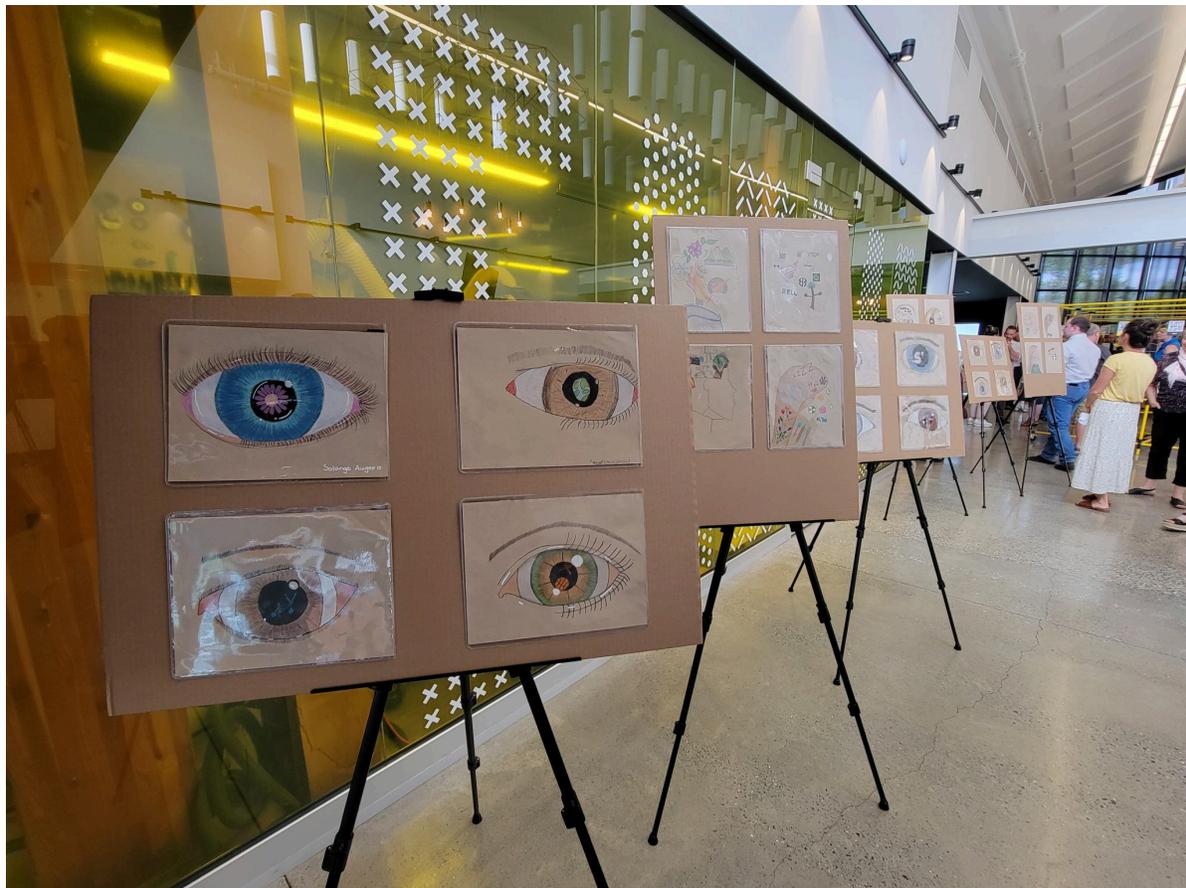


Les jeunes ont eu droit à une séance avec la photographe Joanne Comte-Btेश. Lors de laquelle ils pouvaient utiliser des costumes et accessoires. (photo : Joanne Comte-Btेश / Valcourt 2030)

Atteindre le pied de page al

Projet appuyé par la communauté

Cette initiative a germé il y a 15 ans dans la tête de Virginie Dubois et de son amie et complice, la photographe Joanne Comte-Btsh. À l'époque, les deux femmes l'ont déployée dans des écoles de Montréal. Pour ensuite bifurquer vers d'autres réalisations. «Lorsque je suis arrivée à Valcourt, j'ai compris que ce projet était parfait pour l'écosystème unique qu'on a ici. Nous l'avons donc ressorti de nos tiroirs et lui avons redonné des ailes», expose Virginie Dubois.



Dessins des jeunes présentés lors du lancement. (photo : Sébastien Michon – Le Val-Ouest)

Le projet a vu le jour grâce à une mobilisation sans précédent de personnes en provenance de divers milieux : scolaire, politique, entrepreneurial, communautaire, artistique, etc. Le tout orchestré par l'organisme Valcourt 2030.

Virginie Dubois n'a que de bons mots sur cet appui important.

Atteindre le pied de page al

«Je me suis promené un peu partout au Québec. Et ici, je sens que tout le monde prend un train qui s'en va dans la même direction. Lorsque je suis arrivée avec l'idée, les partenaires ont embarqué. Partout, on a répondu spontanément de façon positive. C'était un bonheur de pouvoir laisser émerger et déployer à nouveau ce projet dans un terreau aussi accueillant.»



Des photos présentées sur grand écran dans une salle, lors de l'activité de lancement.
(photo : Sébastien Michon (à partir de photos originales de Joanne Comte-Btsh))

Le directeur de l'école secondaire de l'Odyssée, Ludovick St-Laurent, se réjouit lui aussi.

Atteindre le pied de page al

«Ce projet a permis aux jeunes de vivre des situations d'apprentissage concrètes. Et de devenir très conscients d'eux-mêmes et des autres. En voyant et en entendant leurs œuvres, je vois une société qui est en train de s'élever. C'est vraiment fantastique.»



Le directeur de l'école secondaire de l'Odyssée, Ludovick St-Laurent, se réjouit de cette initiative qui a mobilisé les élèves et la communauté. (photo : archives du Val-Ouest / Sébastien Michon) photo : Sébastien Michon – Le Val-Ouest

L'agente de rapprochement interculturel, appuyée par les directions scolaires, ouvre la porte pour une suite.

«Tout le monde est ravi. On espère donc pouvoir faire
Atteindre le pied de page al l'an prochain. Ça pourrait devenir un

rendez-vous annuel pour les deux écoles. Un rite de passage à ce moment clé de leur vie.»

Inclusion des nouveaux arrivants

«Autoportraits du Grand Valcourt de demain» a aussi fait une place aux nouveaux arrivants. On a jumelé des jeunes fréquentant la classe de francisation de l'enseignante Anick Larouche à des élèves de cinquième secondaire. «J'ai voulu que les élèves puissent montrer leur parcours et leur culture aux gens de Valcourt», partage-t-elle.

Anick Larouche explique que certains élèves ont même présenté leur poème dans plusieurs langues.

«Il y avait une grande fierté pour eux de présenter leur slam et de montrer la richesse qu'ils ont. C'était très beau et touchant que l'ensemble des élèves de notre école puissent les entendre parler non seulement en français et en anglais, mais aussi en tagalog [parlée des Philippines]. Le fait d'utiliser leur langue amène une sonorité et une texture à leur poésie.»



Anick Larouche, enseignante en francisation à l'école secondaire de l'Odysée, a permis à ses étudiants, nouveaux arrivants, de participer au projet. (photo : archives du Val-Ouest / Sébastien Michon)

Rencontre avec des mentors

Tous les jeunes ont eu la possibilité de rencontrer un peu plus d'une douzaine de mentors. Des hommes et des femmes de divers horizons, qui ont partagé leur cheminement de carrière : comédien, réalisateur de film, directrice d'une ville, entrepreneure, médecin, archéologue, architecte, etc.

L'ancien journaliste de [La Tribune](#), [Steve Bergeron](#), aujourd'hui travailleur autonome, a participé à l'exercice.

«Je leur ai partagé l'importance de rester éveillé et de s'ouvrir à la diversité. Pas seulement par rapport aux origines ethniques ou à l'orientation sexuelle. Mais aussi de s'intéresser à comment vivent les gens de leur ville, de leur pays ou d'ailleurs sur la planète. Cette

Atteindre le pied de page al

curiosité, c'est l'étincelle et la flamme pour devenir journaliste.»



Rencontre entre des jeunes de l'école primaire de la Chanterelle avec la télévision communautaire TVME et l'ancien journaliste de La Tribune, Steve Bergeron. (photo : Valcourt 2030)

«Travailler sur une image positive d'eux-mêmes»

Le poète et slameur sherbrookoïse Francis Poulin, alias **Frank Poule**, a accompagné les élèves du primaire dans cette aventure.

«La poésie ouvrait le regard des jeunes sur quand ils étaient plus jeunes. C'est vraiment spécial pour un

Atteindre le pied de page à 11 ans de dire : «quand j'étais jeune»!

Certains parlaient de l'année passée ou d'il y a deux ans. Nous sommes allés creuser dans leurs souvenirs.»



Le poète et slameur sherbrookoïse Francis Poulin, alias Frank Poule, a accompagné les jeunes du primaire dans cette aventure. (photo : archives du Val-Ouest / Laurent Frey)

Pour les initier à la poésie, Frank Poule a utilisé des «kasàlàs». Un art oratoire d'origine africaine qui célèbre la noblesse d'une personne. Cette forme poétique a été popularisée au Québec par Jean Kabuta, un enseignant à la retraite qui dirige aujourd'hui l'École du kasàlà de Rimouski. «Ça a permis aux jeunes de **Atteindre le pied de page** al

travailler sur une image positive d'eux-mêmes. Après cet exercice, ils ont repris une forme plus libre de poésie. Mais je voulais leur donner une amorce avec cette énergie d'un hommage à soi», fait-il savoir.

Frank Poule dit avoir apprécié ce travail d'accompagnement avec les jeunes.

«Nous avons tous accès à un regard sur soi, peu importe l'âge qu'on a. Et on peut en retirer des pépites de sagesse. Comme une espèce de respect pour soi, pour le chemin parcouru.»

Virginie Dubois est d'accord avec ce constat. «Dans ces mots, j'ai relevé des perles. Qui m'ont carrément tiré des larmes. Chacune et chacun, à leur façon, sont de futurs poètes.»



Atteindre le pied de page al

Des élèves de l'école primaire de la Chanterelle en processus de création. (photo : Valcourt 2030)

«Le poids n'étouffera pas nos voix»

Ulysse (alias lil UB), Elliot et Maëlys, qui terminent leur cinquième secondaire, sont venus présenter leurs slams devant l'assemblée. En voici des extraits :

«Je suis arrivé insouciant, avec des idées dans ma tête. (...) Le dur labeur commence pour la nouvelle génération. Nous devons nous préparer et arrêter de regarder nos émissions préférées. Même si j'ai traversé l'âge de l'insouciance, je n'oublie pas ces moments de confiance (...) Je suis les rêves d'un petit enfant qui façonne ses choix et ses actions. (...) Ce n'est que le commencement. (...)»

— Elliot



Elliot. (photo : Sébastien Michon – Le Val-Ouest)

«Petit Ulysse, parti pour un long voyage, met son pied dans l'engrenage. Petit Ulysse, ne comprenant rien à la vie, était un nouveau mouton dans la bergerie. (...)

L'écologie, la politique, les inégalités sociales.

J'entendais ces mots, mais j'avais la tête dans les nuages. Ces mots, je les écoutais et je les répétais comme un con. Sans me rendre compte du poids de leur signification. Des mots trop pesants pour mes toutes petites épaules qui, dans la finalité, écrasés,

Atteindre le pied de page al eux ma naïveté. (...) Aujourd'hui, je

me bats pour demain (...))»

– Ulysse (alias lil UB)



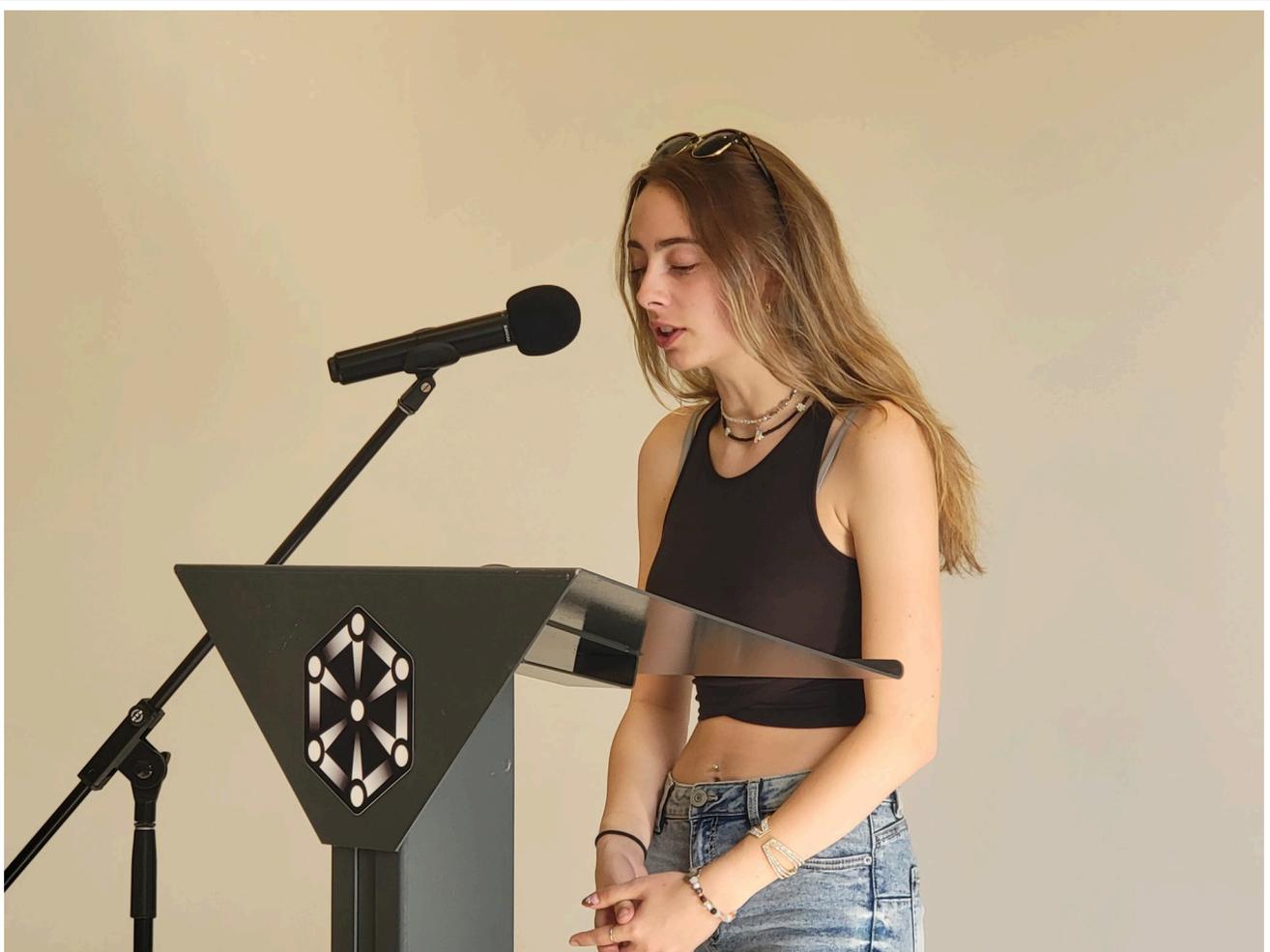
Ulysse, alias lil UB. (photo : Sébastien Michon – Le Val-Ouest)

«(...) Maintenant qu'on a grandi, que nos paroles se sont justifiées et que nos ailes commencent à pousser, on réalise que l'inconnu est beaucoup plus proche que celui au-dessus de nos têtes. Partir dans un monde étranger, laissant le familier à côté. Partir vers un horizon plus large qu'un petit village, c'est épouvantable

Atteindre le pied de page al

pour un jeune de 17 ans. Car nous vivons dans une société désabusée où l'argent fait la course aux profits. Entre toi pis moi, on le sait que le futur de notre pays nous décourage. Mais le poids de la neige n'étouffera pas nos voix. Nous resterons solidaires et fiers de notre culture ancrée dans nos veines. Nous sommes des Québécois!»

– Maëlys



Maëlys. (photo : Sébastien Michon – Le Val-Ouest)

Info | Politique | Éducation | Estrie

Des compressions de 22 M\$ au CSSRS entraînent des « choix déchirants »



Le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke annonce des compressions de 22 millions de dollars.
(Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA / RENÉ-CHARLES QUIRION



Emilie Richard

Publié le 18 juin à 11 h 17 HAE

▶ Écouter l'article | 2 minutes



Dans une lettre envoyée à son personnel, le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke explique que les nouvelles compressions budgétaires imposées par Québec le forcent à revoir à la baisse son budget avec des compressions de 22 millions de dollars.

Le CSSRS indique que son budget de fonctionnement est évalué à 370 millions de dollars, dont plus de 80 % sont destinés aux classes et au soutien en classe.

« Considérant que 80 % de nos dépenses de fonctionnement sont composées de salaires et que la majorité des 20 % restants représente essentiellement des frais fixes ou sur lesquels nous avons peu de contrôle, des décisions difficiles à prendre se présentent donc à l'aube de la prochaine année scolaire », peut-on lire dans cette lettre.

« Nous devons assurément revoir nos activités et nos investissements [ainsi que] l'attribution des ressources et de notre personnel des établissements et des services. »

— Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke

Le directeur général du CSSRS, Sylvain Racette, qui est le signataire de cette lettre, précise que la priorité de son organisation consistera à « protéger la réussite de l'élève dans sa classe et les services nécessaires à cette fin ».

« On avait été prudents, mais on ne s'attendait pas à cette hauteur-là. On n'atteindra pas la hauteur de cet effort-là sans faire des choix déchirants. Tout ce qui est activité sportive, parascolaire, culturelle... », admet M. Racette.

À lire aussi :

- Les services aux élèves seront touchés par les coupes, avertit le milieu de l'éducation
- Restrictions budgétaires : « il n'y a pas de gras » à couper, selon des directions d'école

À la Commission scolaire Eastern Townships, le service des communications confirme que les coupes budgétaires sont de l'ordre de 6,5 millions de dollars sur un budget de 100 millions. « C'est énorme », nous écrit-on.

Du côté du Centre de services scolaire des Sommets, la cible annoncée des coupes grimpe à 7,8 millions de dollars.



Emilie Richard

**le journal
de montréal**

Malgré une présentation du CSS des Sommets, la communauté de La Ruche toujours pas convaincue du projet d'aréna

Guillaume Cotnoir-Lacroix

Les doutes persistent au sein de la communauté de l'école secondaire La Ruche quant au projet de nouvel aréna sur le site de l'école. Malgré la présentation hier soir par le Centre de services scolaire des Sommets d'un plan de réaménagement du campus, le conseil d'établissement refuse toujours de donner son aval au projet.

Bien qu'on ait refusé à ce que la séance publique soit filmée, l'auteur de ces lignes a quand même pu y assister. D'entrée de jeu, le directeur du service des ressources matérielles du CSS, Maxime Ferland, a présenté une ligne du temps rappelant que les balbutiements du projet avaient eu lieu dès 2013. Il a aussi rappelé que quelques sites sur le campus de l'école avaient été étudiés par le passé pour y construire l'aréna, avant que le choix ne s'arrête finalement sur le terrain synthétique de l'école.

Deux employées d'Atelier Parcelle en architecture de paysage sont ensuite venues présenter pour la première fois aux membres du conseil d'établissement un plan de réaménagement du campus incluant le futur aréna, le déplacement d'infrastructures éducatives extérieures et de nombreux aménagements additionnels.

«Ce qui est proposé à La Ruche, mais aussi aux citoyens de Magog et de Memphrémagog, c'est vraiment un campus unifié qui va être verdoyant, polyvalent», a pensé Lisa Rodrigue, directrice générale du CSS des Sommets, qui a répondu à nos questions au lendemain de la rencontre.

Si plusieurs citoyens, parents et membres du conseil d'établissement qui assistaient à l'audience ont salué le plan de la firme d'architectes, plusieurs ont soulevé des doutes sur la faisabilité du projet avec le budget imparti, qui s'élevait aux dernières nouvelles à 43 M\$.

«C'est magnifique, je pense que ça a pu plaire à tout le monde, lance d'emblée la présidente du conseil d'établissement, Catherine Boire. La question demeure la même, c'est la faisabilité de la chose. Est-ce que ça répond à nos demandes de garanties? Pas pour le moment», a-t-elle toutefois poursuivi.

En plus de la vingtaine de membres du conseil d'établissement, un groupe d'une quinzaine de personnes composé de parents et de citoyens de Magog a aussi participé à l'audience.

«Je pense qu'ils ont présenté un plan intéressant de réaménagement du campus, mais on a du mal à y croire, a lancé l'un de ces participants, David Morin. On n'a eu aucun chiffre sur ce que ça pourrait coûter, toujours pas vraiment d'études d'impact, de réponses sur les questions de circulation», a-t-il estimé après la rencontre.

«Est-ce qu'on a été rassurants au complet, probablement pas, mais on va continuer à travailler dans ce sens-là pour pouvoir venir répondre à ces questions-là et diminuer les préoccupations», a indiqué Mme Rodrigue, mercredi matin.

Une élève de cinquième secondaire qui siège au conseil d'établissement s'est aussi inquiétée des impacts de la construction sur les élèves.

«Qu'est-ce que vous faites des équipes sportives? Les jeunes en santé globale, les équipes de football et de flag football? Comment les jeunes pendant la construction vont en profiter?» a demandé l'adolescente.

«C'est sûr que ça va être un choc. Notre but c'est de faire un phasage qui fonctionne pour tout le monde», a répondu Mme Rodrigue.

L'une des membres du conseil d'établissement a aussi dit avoir un «immense malaise» avec le concept proposé par le centre de services. «On a l'impression que le centre de services veut profiter du projet d'aréna pour faire ce qu'il aurait dû faire il y a des années», a-t-elle plaidé.

«Je peux comprendre si les gens disent: "On ne veut pas l'endosser". Je comprends. On est encore en train d'enrichir le dossier, c'est comme ça qu'il faut le voir», a plaidé Mme Rodrigue.

À La Ruche ou au parc de l'Est?

Plusieurs des questions hier portaient aussi sur le choix du site de La Ruche plutôt que celui du parc de l'Est pour la construction du complexe deux glaces. Une pétition citoyenne en ligne vient d'ailleurs d'être lancée pour inciter la Ville à changer l'emplacement choisi. La mairesse de Magog Nathalie Pelletier insiste pour dire que le projet de La Ruche est le meilleur choix, sans toutefois pouvoir donner de budget précis.

«Ces idées de grandeur là, on doit les finaliser, on doit raffiner ces chiffres-là [avant de les présenter]», a soumis la mairesse, en entrevue mercredi après-midi.

Aréna Memphrémagog, la Ville et le CSS des Sommets comptent organiser cet été, possiblement en juillet, une rencontre d'informations citoyenne publique. La mairesse promet que le scénario de la Place de l'Est sera comparé à ce moment au scénario sur le site de La Ruche.

«On est conscients que les gens manquent d'informations. On est sincères, on veut revenir auprès de la population et l'on veut le meilleur projet pour la communauté», a-t-elle indiqué.

«On veut faire une démonstration aux gens des coûts actualisés au parc de l'Est. Actuellement, ce qu'on entend, c'est "faites-le au parc de l'Est, ça ne coûtera pas cher" et ce n'est pas le cas», a dit Nathalie Pelletier, mairesse de Magog.

Mardi, des parents et des membres du personnel de l'école ont dit avoir perdu confiance en l'OBNL Aréna Memphrémagog qui gère le projet. Le directeur général Nyk Beaulieu et le président du conseil d'administration Patrick Touzin ont l'intention de répondre aux critiques dans les prochains jours, mais n'ont pu se rendre disponibles pour une entrevue aujourd'hui. Au téléphone, ils se sont toutefois dits déçus de la tournure que prend le débat depuis quelques semaines.

Éducation

Des millions coupés en éducation en Estrie: «C'est du jamais vu»

Par Lilia Gaulin, La Tribune

L'ajout de restrictions budgétaires aussi tardivement dans l'année scolaire est du «jamais vu», selon le directeur général du Centre de services scolaire des Hauts-Cantons, Martial Gaudreau, qui fait face à un casse-tête. Il doit couper 7,2 millions de dollars du budget de fonctionnement de l'organisation en vue de l'an prochain. Le son de cloche est le même à Sherbrooke et à des Sommets où respectivement 22 et 7,8 millions doivent être coupés.

En 14 ans à titre de directeur général dans le réseau scolaire, Sylvain Racette «n'a jamais vu quelque chose comme ça».

Le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS) doit jongler avec d'importantes compressions budgétaires. «On nous demande un effort de 10,9 millions. À cela s'ajoutent les 2,6 millions [de restrictions budgétaires] qu'on a eus cet hiver. Puis, on nous demande aussi un plafond d'embauche et on chiffre ça à 8,7 millions», souligne M. Racette.

«Si on prend tous nos frais administratifs, tous nos services au siège social, on est presque à 12,5 millions. On nous demande 22 millions, donc il faudrait que je ferme presque deux fois le centre de services scolaire puis que je dise aux directions des écoles qu'elles s'occupent de l'embauche, de la paie, des autobus, du maintien des immeubles, du système informatique, puis il faudrait encore que je coupe 10 millions», illustre-t-il.

«Une brique» pour des Hauts-Cantons

Une «brique» est tombée sur la tête du CSSHC, le 12 juin, lorsque l'organisation a appris que 7,2 millions devront être coupés. Le budget total du CSSHC s'élève à environ 140 millions.

«Devant cette nouvelle, c'est sûr qu'on est tombé par terre un petit peu.»

— Martial Gaudreau, directeur général du Centre de services scolaire des Hauts-Cantons

La directrice générale du Centre de services scolaire des Sommets (CSSDS), Lisa Rodrigue, a été surprise d'apprendre que l'organisation allait devoir couper près de huit millions de son budget annuel. Elle ne s'attendait

pas à un montant si élevé. «On fait le portrait de tous les services qu'on donne. Quelles sont nos marges de manœuvre en respectant les conventions collectives et l'impact chez les élèves?»

Du côté anglophone, le gouvernement provincial demande à la Commission scolaire Eastern Townships de couper 6,5 millions sur un budget annuel d'environ 100 millions.

Les services aux élèves touchés

Partout en Estrie, les services aux élèves seront affectés par ces restrictions budgétaires.

La marge de manœuvre sera maigre pour le CSSRS. «Ce qui va être touché, ce sera tout ce qui se fait en extra du service de base, de base, de base, insiste Sylvain Racette. On va être sur le squelette.»

Dans une communication transmise à tous les employés, dont *La Tribune* a obtenu copie, le directeur général admet que «des décisions difficiles à prendre se présentent donc à l'aube de la prochaine année scolaire».

Au CSSRS, 80 % des dépenses de fonctionnement du CSSRS sont des salaires et l'autre 20 % «représentent essentiellement des frais fixes».

Le directeur général des Hauts-Cantons rappelle que plusieurs dépenses des centres de services scolaires ne peuvent pas être compressées comme celles liées aux salaires ou bien au paiement des factures comme l'électricité.

Toutes les options sont sur la table au CSSDS. Certains postes non comblés pourraient aussi rester vacants afin d'économiser, mentionne Mme Rodrigue.

À Eastern Townships, on affirme déjà que les activités parascolaires seront directement touchées par les coupes. Tous les secteurs que ce soit la formation des jeunes, des adultes et professionnelle en subiront aussi les conséquences.

Le président de l'Association des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement de l'Estrie, Jean-Luc Rose, explique que les directions devront être créatives devant les exigences de Québec. «Il faut voir où on peut se permettre de couper. Je reviens à la qualité des services qu'on offre aux élèves. Il y a des éléments qui vont être sacrifiés», souligne celui qui est aussi directeur de l'école Gendreau à Coaticook.

La directrice générale de la Fondation pour les élèves du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke, Anne Préfontaine, déplore la décision du gouvernement. «Le CSSRS n'est pas magicien. Il est impossible de croire qu'il pourra couper 22 millions de dollars sans toucher aux services des élèves», affirme-t-elle dans une déclaration écrite.

Elle rappelle que le taux de décrochage scolaire est élevé dans la région. «En Estrie, près d'un élève sur cinq décroche avant d'obtenir son diplôme d'études

secondaires. Québec ne tient pas compte du monstre dans la pièce. Nous avons déjà indiqué à la direction du CSSRS que notre Fondation était ouverte à faire tout en son possible pour soutenir les activités en lien avec la réussite éducative.»

En cette fin d'année scolaire, les équipes dans les centres de services scolaires s'affairent à regarder les différentes options qui s'offrent à elles.

«Je ne peux pas retarder la scolarisation. Je ne peux pas dire à des enfants qu'ils ne commencent pas la maternelle l'année prochaine», donne en exemple Martial Gaudreau.

Le budget du CSSHC devrait être adopté par son conseil d'administration à la séance du 30 juin. «La commande ministérielle est qu'il n'envisage aucun déficit possible. Au moment où on se parle, on est loin de la cible», avoue Martial Gaudreau.

À Sherbrooke, le budget devrait être adopté au retour des vacances estivales. À des Sommets, il reste du travail à faire avant de pouvoir confirmer si le budget sera adopté dans les prochaines semaines ou au mois d'août.

🏠 > Actualités > Actualités locales > Estrie et régions

Réservez votre prochaine escapade locale

Estrie et régions

Nouvel aréna à Magog: Gilles Bélanger «inquiet» des ralentissements

Par Charles Ferron, La Tribune

19 juin 2025 à 13h45

🕒 5 minutes



La controverse autour du nouvel emplacement de l'aréna de Magog se poursuit. (Maxime Picard/Archives La Tribune)

Même s'il confirme que la subvention provinciale serait transférable si le projet d'aréna était déplacé de l'école secondaire La Ruche à un autre endroit à Magog, le député d'Orford, Gilles Bélanger, met tout de même en garde contre cette possibilité.

Déjà au ralenti depuis plusieurs années, le projet a vécu un autre rebondissement en avril lorsque l'OBNL Aréna Memphrémagog inc. a confirmé qu'il préconisait désormais un autre site sur le terrain de l'école, soit à la place de l'actuel terrain synthétique de football. Cette surface serait par la suite déplacée au centre de la piste d'athlétisme.

Bien que le site choisi n'était pas parfait, le Centre de services scolaire des Sommets (CSSDS) considérait qu'il s'agissait du meilleur site disponible. Une opinion partagée par le directeur général de l'OBNL, Nyk Beaulieu, et la mairesse de Magog, Nathalie Pelletier, mais pas par plusieurs citoyens et parents.

Publicité

Ces derniers se sont présentés aux deux séances municipales de juin en soutenant que le nouvel aréna devrait plutôt être déplacé au parc de l'Est. Ils affirmaient non seulement que ce site serait plus favorable à recevoir un aréna que La Ruche, mais aussi que la Ville ne perdrait pas sa subvention en changeant de site.

Les citoyens ont aussi questionné à de nombreuses reprises les élus sur les raisons pourquoi aucune consultation publique n'a été faite sur ce dossier majeur pour la MRC de Memphrémagog.

 **Démarrez la conversation**



Exprimez-vous.

Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.



Soyez le premier à commenter

Interpellé sur la question, Gilles Bélanger se dit préoccupé des derniers développements sur le projet. «Moi je commence à être un peu inquiet. Un peu impatient, je suis impatient de nature.»

«C'est un projet qui aurait dû être lancé beaucoup plus rapidement, juge-t-il. Là, on est encore dans des analyses et je pense que ce serait le temps de démontrer un certain leadership et d'exécuter le projet.»

À lire aussi

Le nouvel emplacement pour l'aréna de Magog ne fait pas l'unanimité



Nouvel aréna à Magog: «Il n'y avait pas d'emplacement idéal»



Le nouvel emplacement de l'aréna de Magog encore sur la sellette



Gilles Bélanger veut du mouvement dans le projet d'aréna de Magog. (Maxime Picard/La Tribune)

Pour ce qui est de la question du transfert de la subvention dans le cas où un autre endroit était choisi, Gilles Bélanger rappelle qu'il y a beaucoup de requêtes pour ce type de projet partout au Québec.

«C'est toujours transférable, mais je vous dirais que les demandes au niveau du programme du PAFIRS [Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives], c'est en dizaines de milliards. Les fonds disponibles, c'est loin que ce que la demande est», nuance-t-il.

À son avis, avec des «plans bien précis» et un «devis de performance», le projet va respecter son budget qui était estimé à 43 millions en 2023, malgré les délais.

«Ça fait sept ans que je suis en politique, les projets sur lesquels je travaille, il n'y en a pas de dépassements. Je souhaite que ce projet-là n'ait pas de dépassements.»

Demande de consultation publique

Également questionnée mardi sur l'aréna au lendemain d'une seconde période de questions houleuse où elle a donné plusieurs réponses évasives sur la possibilité d'une consultation publique sur le projet, Nathalie Pelletier reconnaît la validité de certaines interrogations citoyennes.

«Je comprends les gens et je le fais le mea culpa. Ils ont besoin d'informations», indique la mairesse en réitérant que «ce n'est pas un projet directement [de la] Ville».

Même si la mairesse aurait aimé tenir un événement pour présenter le projet à la population plus tôt au printemps, elle s'attend à ce que quelque chose soit organisé au cours de l'été.

«On va revenir auprès d’eux, mais c’est sous quelle forme? Je ne peux pas garantir que ça va être une consultation.»

– Nathalie Pelletier, mairesse de Magog

«C’est vrai que l’on consulte beaucoup et qu’ils peuvent faire un parallèle [...], mais il y a quand même un historique à ce dossier-là», note-t-elle toutefois.



Selon Nathalie Pelletier, les échanges avec les citoyens sur le projet pourraient se faire sous forme de «soirée d’informations», de «démonstration d’où on en est» ou de «consultation». (Maxime Picard/Archives La Tribune)

Mme Pelletier souligne que la décision d’y aller avec un OBNL sur le site du CSSDS a été prise en 2017 «dans un mandat précédent». Un choix qu’elle a adhéré comme conseillère.

«À ce moment-là, on n'avait pas de politique de participation citoyenne», précise-t-elle également.

Après «au moins deux refus» du provincial, la Ville de Magog a finalement obtenu en 2021 la subvention de ce projet précédemment soumis.

«La subvention est pour deux glaces à La Ruche avec cet OBNL. Nous, dans tous les projets qu'on a faits et on avait fait des vérifications, on pensait que si on transférait de site [en quittant le secteur de La Ruche], on perdait cette subvention-là automatiquement.»

– Nathalie Pelletier, mairesse de Magog

Depuis la première intervention citoyenne au conseil, les élus magogois ont cependant reçu des informations contradictoires sur le sujet.

La Ville pouvait bel et bien «faire une analyse» sur un nouveau site sans perdre la subvention.

«C'est sûr que le gouvernement dit que c'est une nouvelle analyse, spécifie néanmoins Mme Pelletier. Ce n'est pas garanti et il faut quand même qu'il ait plusieurs critères qui soient répondus, dont l'accessibilité au service des étudiants à l'aréna.»

Même si Magog ne perd pas automatiquement la subvention, il existe toujours un risque en procédant ainsi, estime la mairesse.

Soutenez l'information locale

La Tribune, c'est une coopérative de solidarité appartenant à ses employés dont la mission est de vous informer sur ce qui vous touche directement.

Aidez-nous à accomplir cette mission en faisant un don à notre coopérative.

Car appuyer un média local, c'est aussi acheter local!

Je fais un don

* Un reçu pour don de charité sera émis pour tout don de 20 \$ et plus.



Charles Ferron, La Tribune

Charles Ferron est journaliste à La Tribune depuis juin 2022. Après son baccalauréat en communication appliquée à l'Université de Sherbrooke où il s'est lancé en journalisme en couvrant le Vert et Or, il a passé deux ans comme journaliste radio en Ontario avant de revenir dans la région. Il couvre principalement la MRC de Memphrémagog.



Pour participer à la conversation, vous devez être connecté.

Assurez-vous que votre nom et prénom sont ajoutés à votre compte afin de pouvoir commenter.

([Modifiez les informations de votre compte ici](#)) Les commentaires anonymes ne sont pas acceptés.

Pour prendre connaissance des règles entourant notre espace de discussion, consultez notre [nétiquette](#).

🏠 > Actualités > Éducation



VACANCES AIR CANADA

Dernière chance
Réservez l'hiver tôt
 Économisez 500\$ par duo* sur les forfaits sélectionnés au DreamsSM Cap Cana

Réserver *Sur le prix de base. Certaines conditions s'appliquent.

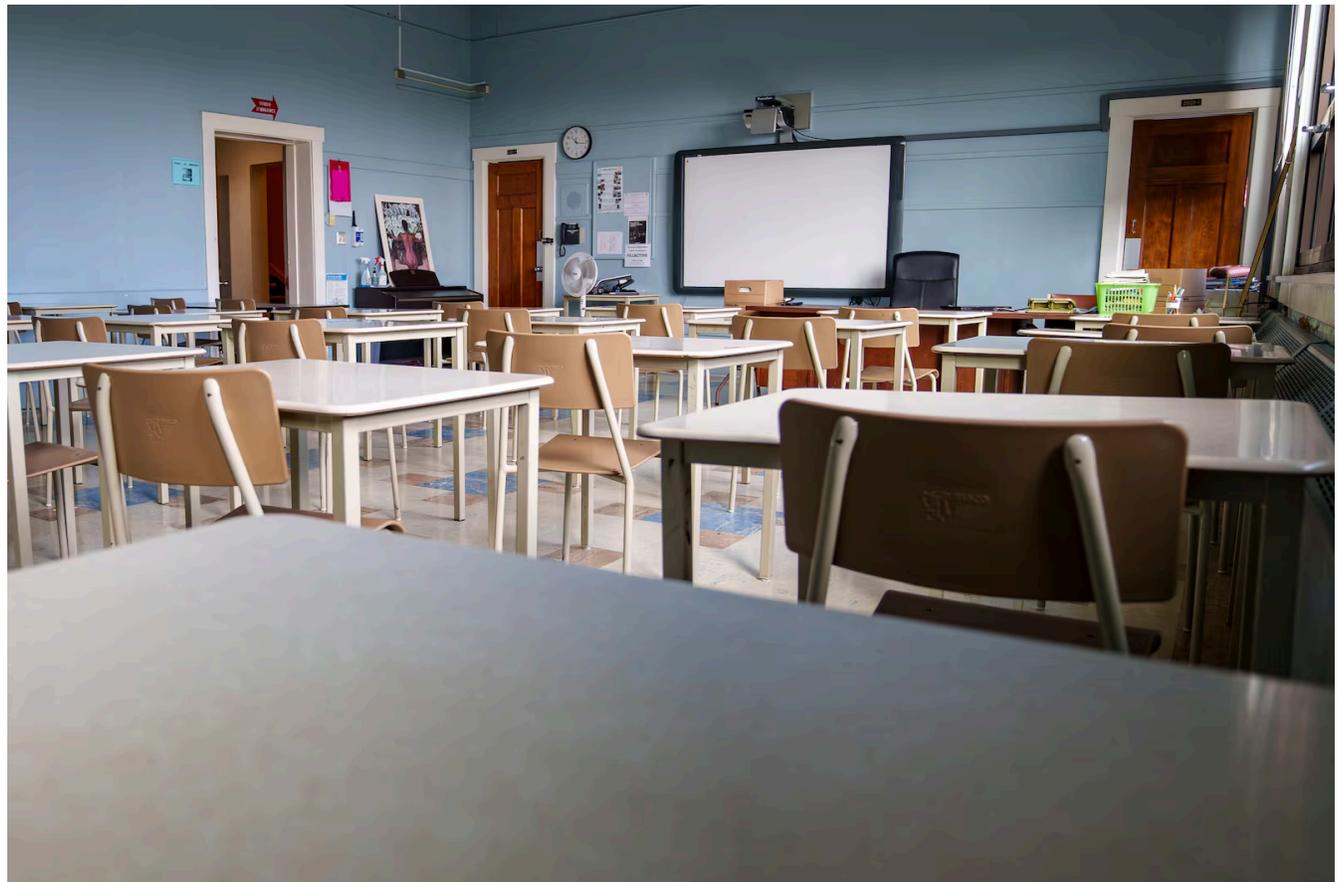
Éducation

Des millions coupés en éducation en Estrie: «C'est du jamais vu»

Par Lilia Gaulin, La Tribune

19 juin 2025 à 04h00

🕒 5 minutes



Au total, 43,5 millions de dollars devront être coupés des budgets des centres de services scolaires et de la commission scolaire de la région. (Jean Roy/Archives La Tribune)

L'ajout de restrictions budgétaires aussi tardivement dans l'année scolaire est du «jamais vu», selon le directeur général du Centre de services scolaire des Hauts-Cantons, Martial Gaudreau, qui fait face à un casse-tête. Il doit couper 7,2 millions de dollars du budget de fonctionnement de l'organisation en vue de l'an prochain. Le son de cloche est le même à Sherbrooke et à des Sommets où respectivement 22 et 7,8 millions doivent être coupés.

En 14 ans à titre de directeur général dans le réseau scolaire, Sylvain Racette «n'a jamais vu quelque chose comme ça».

Le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS) doit jongler avec d'importantes compressions budgétaires. «On nous demande un effort de 10,9 millions. À cela s'ajoutent les 2,6 millions [de restrictions budgétaires] qu'on a eus cet hiver. Puis, on nous demande aussi un plafond d'embauche et on chiffre ça à 8,7 millions», souligne M. Racette.

Publicité

«Si on prend tous nos frais administratifs, tous nos services au siège social, on est presque à 12,5 millions. On nous demande 22 millions, donc il faudrait que je ferme presque deux fois le centre de services scolaire puis que je dise aux directions des écoles qu'elles s'occupent de l'embauche, de la paie, des autobus, du maintien des immeubles, du système informatique, puis il faudrait encore que je coupe 10 millions», illustre-t-il.



Au moins 22 millions de dollars devront être retranchés du budget du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke l'an prochain. (Archives La Tribune)

«Une brique» pour des Hauts-Cantons

Une «brique» est tombée sur la tête du CSSHC, le 12 juin, lorsque l'organisation a appris que 7,2 millions devront être coupés. Le budget total du CSSHC s'élève à environ 140 millions.



Exprimez-vous.

Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.



[Lire les commentaires](#)

«Devant cette nouvelle, c'est sûr qu'on est tombé par terre un petit peu.»

– Martial Gaudreau, directeur général du Centre de services scolaire des Hauts-Cantons

La directrice générale du Centre de services scolaire des Sommets (CSSDS), Lisa Rodrigue, a été surprise d'apprendre que l'organisation allait devoir couper près de huit millions de son budget annuel. Elle ne s'attendait pas à un montant si élevé.

«On fait le portrait de tous les services qu'on donne. Quelles sont nos marges de manœuvre en respectant les conventions collectives et l'impact chez les élèves?»

Du côté anglophone, le gouvernement provincial demande à la Commission scolaire Eastern Townships de couper 6,5 millions sur un budget annuel d'environ 100 millions.

Les services aux élèves touchés

Partout en Estrie, les services aux élèves seront affectés par ces restrictions budgétaires.

La marge de manœuvre sera maigre pour le CSSRS. «Ce qui va être touché, ce sera tout ce qui se fait en extra du service de base, de base, de base, insiste Sylvain

Racette. On va être sur le squelette.»

À lire maintenant

Une immersion dans la culture country riche en émotions!

FESTIVAL WESTERN ST-TITE

2 juin 2025

CONTENU COMMANDITÉ



Dans une communication transmise à tous les employés, dont *La Tribune* a obtenu copie, le directeur général admet que «des décisions difficiles à prendre se présentent donc à l'aube de la prochaine année scolaire».

Au CSSRS, 80 % des dépenses de fonctionnement du CSSRS sont des salaires et l'autre 20 % «représentent essentiellement des frais fixes».

Le directeur général des Hauts-Cantons rappelle que plusieurs dépenses des centres de services scolaires ne peuvent pas être compressées comme celles liées aux salaires ou bien au paiement des factures comme l'électricité.



Le directeur général du Centre de services scolaire des Hauts-Cantons, Martial Gaudreau. (Ariane Aubert Bonn/Archives La Tribune)

Toutes les options sont sur la table au CSSDS. Certains postes non comblés pourraient aussi rester vacants afin d'économiser, mentionne Mme Rodrigue.

À Eastern Townships, on affirme déjà que les activités parascolaires seront directement touchées par les coupes. Tous les secteurs que ce soit la formation des jeunes, des adultes et professionnelle en subiront aussi les conséquences.

Le président de l'Association des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement de l'Estrie, Jean-Luc Rose, explique que les directions devront être créatives devant les exigences de Québec. «Il faut voir où on peut se permettre de couper. Je reviens à la qualité des services qu'on offre aux élèves. Il y a des

éléments qui vont être sacrifiés», souligne celui qui est aussi directeur de l'école Gendreau à Coaticook.



Les activités parascolaires seront affectées par les restrictions budgétaires à la Commission scolaire Eastern Townships. (Jocelyn Riendeau/Archives Le Soleil)

La directrice générale de la Fondation pour les élèves du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke, Anne Préfontaine, déplore la décision du gouvernement. «Le CSSRS n'est pas magicien. Il est impossible de croire qu'il pourra couper 22 millions de dollars sans toucher aux services des élèves», affirme-t-elle dans une déclaration écrite.

Elle rappelle que le taux de décrochage scolaire est élevé dans la région. «En Estrie, près d'un élève sur cinq décroche avant d'obtenir son diplôme d'études secondaires. Québec ne tient pas compte du monstre dans la pièce. Nous avons déjà indiqué à la direction du CSSRS que notre Fondation était ouverte à faire tout en son possible pour soutenir les activités en lien avec la réussite éducative.»

En cette fin d'année scolaire, les équipes dans les centres de services scolaires s'affairent à regarder les différentes options qui s'offrent à elles.

«Je ne peux pas retarder la scolarisation. Je ne peux pas dire à des enfants qu'ils ne commencent pas la maternelle l'année prochaine», donne en exemple Martial Gaudreau.

Le budget du CSSHC devrait être adopté par son conseil d'administration à la séance du 30 juin. «La commande ministérielle est qu'il n'envisage aucun déficit possible. Au moment où on se parle, on est loin de la cible», avoue Martial Gaudreau.

À Sherbrooke, le budget devrait être adopté au retour des vacances estivales. À des Sommets, il reste du travail à faire avant de pouvoir confirmer si le budget sera adopté dans les prochaines semaines ou au mois d'août.

Soutenez l'information locale

La Tribune, c'est une coopérative de solidarité appartenant à ses employés dont la mission est de vous informer sur ce qui vous touche directement.

Aidez-nous à accomplir cette mission en faisant un don à notre coopérative.

Car appuyer un média local, c'est aussi acheter local!

Je fais un don

* Un reçu pour don de charité sera émis pour tout don de 20 \$ et plus.



Lilia Gaulin, La Tribune

Originaire de Melbourne, Lilia Gaulin est journaliste à La Tribune depuis 2020. Elle couvre notamment l'actualité reliée à l'éducation en Estrie.



Pour participer à la conversation, vous devez être connecté.

Assurez-vous que votre nom et prénom sont ajoutés à votre compte afin de pouvoir commenter.

([Modifiez les informations de votre compte ici](#)) Les commentaires anonymes ne sont pas acceptés.

Pour prendre connaissance des règles entourant notre espace de discussion, consultez notre [nétiquette](#).



Accueil / Infolettre

Des parents des Sommets dénoncent un « sabotage budgétaire » en éducation



On ne sait pas encore comment se traduiront les coupes d'environ huit millions de dollars dans les écoles du Centre de services scolaire des Sommets. (Photo Le Reflet du Lac - Archives/Marco Bergeron)

PAR DANY JACQUES

20 juin 2025, 13 h



ÉDUCATION. Le Comité de parents des Sommets se dit « profondément » préoccupé par les restrictions budgétaires imposées par Québec en éducation.

Sa présidente Geneviève Simon s'inquiète, car ce réseau public est « déjà sous-financé, fragilisé et à bout de souffle ».

« Il s'agit d'un recul dangereux qui met directement en péril les conditions d'apprentissage de nos enfants, dénonce-t-elle. Au lieu de maintenir, et surtout d'améliorer, les conditions de réussite scolaire, on les détériore. »

« Offrir des budgets irréalistes et insuffisants, c'est faire porter aux équipes-écoles et aux élèves le poids d'un désengagement politique inacceptable, ajoute-t-elle par voie de communiqué. Prétendre que ces coupes ne toucheront pas les services aux élèves relève soit d'un profond déni, soit d'un mépris des réalités du terrain. »

Le Comité de parents des Sommets somme le gouvernement du Québec de réinvestir « massivement et durablement » en éducation publique.

Ces parents se mobilisent quelques jours après avoir pris connaissance des restrictions budgétaires de Québec. Ces compressions se traduisent par une réduction de près de huit millions de dollars sur le territoire du Centre de services scolaire des Sommets (CSSS).

On n'a pu joindre la direction du CSSS pour connaître le détail des compressions dans la région. On sait cependant qu'il s'agit d'une somme importante sur un budget totalisant environ 160 M\$.

Quant à la Commission scolaire Eastern Township, le gouvernement demande des restrictions de 6,5 M\$ sur un budget annuel d'environ 100 millions.